

SUD OUEST

28 février 2008

L'ENQUÊTE. Devenue cible prioritaire du terrorisme islamique, la France voit désormais la Mauritanie comme un « pays à risque »

Paris observe avec inquiétude la montée des périls

■ Christophe Lucet

Dès la nouvelle du meurtre des Français connue, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire et confié les investigations aux policiers antiterroristes de la Sous-Direction antiterroriste (Sdat) et à la Direction de la surveillance du territoire (DST).

« Le parquet suit l'affaire de près et des moyens importants ont été mis en œuvre », a confié hier à « Sud Ouest » un magistrat parisien. L'enquête a été ouverte aux chefs « d'association de malfaiteurs en vue de commettre un acte terroriste, assassinat, tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste ». Pour l'heure, l'affaire reste entre les mains de la police. « Aucune information judiciaire n'a été ouverte », nous a confirmé hier soir un magistrat antiterroriste du tribunal de grande instance de Paris. Cette section, dont le juge Bruguière fut jusqu'à une date récente la figure tutélaire, possède une connaissance approfondie des réseaux terroristes internationaux. « Mais, pour le moment, les policiers peuvent très bien poursuivre l'enquête au même niveau qu'un magistrat instructeur », plaide-t-on au parquet, qui vante la qualité des liens avec les autorités mauritaniennes et de la coopération judiciaire internationale. Et qui précise qu'à ce jour, aucune interpellation ou perquisition n'a été effectuée sur le territoire français.

Que l'affaire soit traitée sur le sol mauritanien n'empêche pas d'en voir les implications côté français. La plus évidente est que la France est désormais une cible prioritaire des islamistes radicaux. « Les salafistes du GSPC, auteurs du détournement de l'Airbus et des attentats de 1995, ont des comptes à régler avec la France, dont ils dénoncent la loi de 2006 sur le voile », souligne **Claude Moniquet**.



Ambassade mitraillée. Ce directeur d'un cabinet privé spécialisé dans le terrorisme estime donc « que cela ne date pas de l'élection de Nicolas Sarkozy, ni d'une déclaration précise de celui-ci ». Il n'en demeure pas moins que son rapprochement avec les États-Unis et l'Otan, son amitié affichée avec Israël et son projet d'Union méditerranéenne, « perçu par les islamistes comme un soutien aux régimes "impies" du Maghreb » (dixit Moniquet) ont placé la France dans la zone de turbulences. La mort des Charentais confirme aussi que la Mauritanie n'est plus le « pays calme » vanté par les agences de tourisme mais un « pays à risque ». Deux jours après le quadruple meurtre, il y eut à 700 kilomètres de là celui de trois policiers mauritaniens. Un mois plus tard, le 1er février, la Branche d'al-Qaida au Maghreb islamique (Baqmi) a revendiqué l'attaque contre l'ambassade d'Israël à Nouakchott (seule capitale arabe avec la Jordanie et l'Égypte à avoir des liens diplomatiques avec Tel-Aviv) qui a fait des blessés parmi les clients d'un restaurant fréquenté par des Français.

On oublie aussi trop souvent que les menaces contre le rallye Dakar datent d'au moins cinq ans. Autre facteur d'inquiétude : la révélation, le 4 février, par un quotidien marocain, « As Sabah », que des écoles coraniques au nord de la Mauritanie formeraient des centaines d'extrémistes?